



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

26-07-2017

Une seule et unique voie face à la politique du capital : la lutte

Macron avant son élection avait fait connaître son programme : tout pour l'entreprise et le profit capitaliste. Cette politique annoncée s'attaque de front aux acquis sociaux, aux droits des travailleurs et aux libertés.

Les cris d'orfraie poussés par les responsables politiques cachent mal leur accord objectif avec les annonces du gouvernement Macron. Baisse des « déficits » publics, « coût du travail », dépenses de santé, budget de la défense, compétitivité, rentabilité, casse des services publics, éducation, universités etc. Tous ces sujets sont toujours présents dans les discours des uns et des autres car tous sont au service du capital.

Jamais la cohérence globale des mesures prises par l'équipe Macron n'est attaquée, les annonces continuelles au rythme d'une par semaine (blocage des salaires des fonctionnaires-jour de carence maladie dans la fonction publique-APL etc.) ne sont

que les prémices d'une politique mise en place par le gouvernement favorisant uniquement les intérêts du capital.

Ceux qui crient au scandale aujourd'hui ont favorisé l'élection de Macron hier.

L'histoire se répète : voter pour le « moins pire » aboutit toujours aux mêmes effets, c'est le peuple qui paie et les partis politiques n'en ignorent pas les conséquences. Aucun ne s'attaque au capital, tous le servent ou l'aménagent.

Le Front National, battu aux élections dans les conditions que l'on connaît, tente de construire une future relève à la politique de Macron en cherchant des accords avec d'autres partis de droite. Le Parti Socialiste a disparu de la vie politique, Mélenchon et le Parti Communiste Français se disputent la place de « chef » de l'opposition, bref, on est loin du véritable débat nécessaire à la lutte contre le capital. Jamais le changement de société n'est évoqué, le capital et ses valets peuvent poursuivre leurs sales coups :

- Les ordonnances prises contre le code du travail font l'objet d'un « dialogue social » apprécié par le Medef,
- La baisse annoncée des APL n'est que le début de la casse de la protection sociale,
- Les privatisations se poursuivent par la suppression annoncée des prix réglementés du gaz et de l'électricité,
- Les transports SNCF régionaux seront soumis à la concurrence avant 2023,
- Air France poursuit à marche forcée la privatisation de la compagnie, etc.

Tout va bien pour les multinationales dont les profits explosent au fur et à mesure que les décisions sont appliquées par les gouvernements successifs.

Les conséquences économiques et sociales de cette politique sont éternellement les mêmes : les restructurations industrielles se poursuivent (commerce. Banque. Métallurgie), le chômage malgré les magouilles et les tripatouillages des

chiffres s'aggrave, la pauvreté s'étend, la précarité domine aujourd'hui tous les secteurs de la vie courante.

Les droits du travail sont sévèrement attaqués, les travailleurs des Forges de Dunkerque à qui la justice (de classe) réclame le remboursement des indemnités de licenciement en font l'amère expérience. A ce propos, on voit mieux à quoi va servir la casse du code du travail, les entreprises n'auront plus à justifier les motifs de licenciement en cas de « difficultés » économiques.

Les salariés de GSM S dans leur lutte exemplaire pour leur emploi mettent le gouvernement (au service de Peugeot et Renault) en difficulté. Au final, on voit bien que la solution au problème n'est pas quel repreneur ? Mais qui maîtrise l'industrie française ?

Personne n'aurait parlé de cette entreprise si les travailleurs ne s'étaient pas battus, idem pour les salariés de Foucherans (Les Opalines) dans le Jura, il a fallu plus de trois mois de grève des aides-soignantes pour que les médias en parlent. Cela n'est pas étonnant, le pouvoir capitaliste n'a qu'une crainte : c'est le développement des luttes sociales et il a raison car c'est le seul moyen de stopper les sales coups.

Le développement des luttes est essentiel sinon rien ne bougera.

L'initiative du 12 septembre peut-être le point de départ d'un mouvement social d'ampleur.

Notre parti appelle à sa préparation à partir des entreprises, à débattre partout de la grève et des manifestations à organiser, à débattre et combattre partout la politique menée, du changement nécessaire de cette société.

Nous sommes disponibles pour mener ce débat, mais il faut aussi s'engager et agir, rejoignez-nous.